Le prix de l'unité

Au terme heureusement définitif (pour la phase 1983/84 s'entend) d'un vaste et magnifique débat qui a (ré)animé (pour combien de temps?) nombre de sections et d'adhérents, le Congrès socialiste a choisi la solution économique plutôt que le geste politique. Crise oblige sans doute, avec toutes les peurs et les angoisses qu'elle réveille, plus propices au repli et à la conservation qu'à l'audace ou à la recherche de solutions différentes.

Les «économistes» ont parlé d'acquis à préserver et de réalités à prendre en considération; les «politiques», les jeunes, les femmes (à la seule exception d'Hedi Lang, unique femme membre d'un exécutif cantonal) ont parlé d'espoirs à confirmer et de chances à saisir. Le discours robuste et laborieux des premiers, «emmenés» par un Otto Stich moins enthousiasmant que jamais, l'a emporté sur les élans généreux des «idéologues» et autres «aventuriers», avides d'explorer les formules non magiques et les limites moins connues de nos institutions.

Les réactions post-Congrès sont prévisibles. Satisfaction bien sûr dans la presse, qui a bien vite oublié son petit frisson du début de l'année à l'idée qu'il allait peut-être enfin se passer quelque chose dans la Berne fédérale. Satisfaction aussi du côté des partis bourgeois, qui se sentent autorisés à poursuivre le débat dans les termes et plus ou moins dans le ton de ces dernières années — 7 décembre compris pour la plupart d'entre eux; avant de passer la main, M. Richter aura eu le double plaisir de faire savoir «qui commande dans ce pays», et aussi d'établir qui devrait se laisser commander.

A l'intérieur du Parti socialiste suisse, les attitudes sont évidemment plus différenciées. Ceux qui réclament une relève générale auront de la peine à la faire opérer par des plus jeunes. Tout comme les milliers de membres et les centaines de sections mobilisés pour le Congrès auront de la peine — malheureusement — à garder le tonus retrouvé.

Pour les militants, et surtout les militantes, la tentation d'une action plus sectorielle va se faire très forte: le parti cantonal, la section, ou carrément la cause (écologique, féministe, pacifiste, etc.) va les (re)prendre en priorité; seule une succession d'actions communes à l'échelle nationale — à commencer par la campagne pour l'initiative socialiste sur les banques — pourra éviter l'effet des forces centrifuges.

A moins que les socialistes déçus par l'option prise au Congrès restent attachés à cette famille agitée et passionnante que constitue à leurs yeux le plus vaste, différencié et démocratique parti de ce pays. Et cela non pas, selon les mots de Peter Bichsel,

• SUITE ET FIN AU VERSO

DOMAINE PUBLIC

Encore un bulletin vert

Encore un bulletin vert glissé entre les pages de ce numéro!

Toutes nos excuses à toutes celles et tous ceux qui nous ont déjà renouvelé leur confiance pour l'année en cours: ce signe de l'administration du journal ne les concerne pas.

Pour les autres, voici une fois de plus le rappel pressant que «Domaine Public» ne vit que de l'addition de quelque trois mille abonnements (Fr. 55.— pour 1984), rançon du refus de la publicité et de toute subvention partisane. Merci d'avance.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 718 16 février 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Baier
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Gil Stauffer

20 ANS

718

Le prix de l'unité

par attachement aux conseillers fédéraux ni par «carrière passif», mais comme lui: malgré tout, par habitude, et aussi longtemps que le PSS demeurera pluraliste, c'est-à-dire accueillant pour tous ceux qui veulent s'engager et tolérant pour toutes ses minorités.

Aussi vrai que la (sur)vie dans un parti est à ce prix.

Y. J.

BISE DE FÉVRIER

Il fait plus froid dehors

Dans la grande salle du Kursaal, de leurs hémicycles à larges rayons, les délégués socialistes, à travers la baie vitrée gigantesque de droite qui domine la ville, observaient ou caressaient du regard la coupole du Palais fédéral. Décor-nature pour débat à vif.

La durée même de l'exercice conditionne les règles du genre. De 17 h. à 22 h. 30 le samedi, de 8 h. 30 à 14 h. le dimanche, deux fois cinq heures et demie de débats, onze heures sur le même sujet, c'est quelque chose comme les six jours oratoires.

On pédale à Berne comme à Bercy. Les sprints sont annoncés à l'avance. Le conseiller fédéral Aubert (il avait dû s'absenter parce que les funérailles d'Andropov obligeaient le Conseil fédéral à siéger un samedi en fin de journée — dures obligations de la participation — on s'est souvenu qu'au congrès de Lugano déjà, Aubert s'était échappé à la faveur du décès de Brejnev), donc Aubert parlera à 20 h. 45, annonce-t-on au micro. Il gagne une

prime à l'applaudimètre. Temps morts, réveils, broncas discrètes, toutes les morphologies de discours pour public non blasé. Observez aussi les tempéraments cantonaux. Genève a le sens de l'escalade.

L'intervention du conseiller fédéral Stich était attendue avec quelque incertitude. Il fut annoncé pour dimanche matin 9 h. 15. La salle n'était pas encore chauffée par les vedettes. Mais y aurait-il chahut?

Le Congrès est très fair, même quand Stich parle de la nécessaire égalité homme-femme. Stich s'exprime dans son style, avec sa sincérité, mais aussi ce ton monocorde qui ennuie si vite qu'on pense bientôt à autre chose. Avec sa gentillesse têtue, Stich obtiendra parfois des acquiescements du Conseil fédéral: il arrive qu'on dise «oui» quand on se sent coupable de n'avoir pas suivi.

Peter Bichsel avait peaufiné un portrait du parti socialiste et des autres. Des trouvailles: «faut-il poser des conditions» ou «être une condition»; des formules: «épreuve de force ou épreuve de faiblesse»; des définitions: «le pragmatisme, c'est savoir résoudre de petits problèmes»; des analyses: «nous avons peur de la fin de la croissance et des effets de la croissance». Particulièrement savouré son portrait du carriériste passif: c'est un homme sans ambition qui est l'ami d'un homme qui fait carrière; plus son ami réussit, échelons par échelons, plus il se réjouit, avec lui, de faire carrière, passivement carrière.

Formules encore. Tschudi: «les révolutionnaires néo-conservateurs». Morel: «on ne peut invoquer les sondages quand ils plébiscitent Lilian Uchtenhagen, et les refuser quand ils souhaitent notre participation.»

Pour en revenir au débat politique, une question que René Meylan a clairement posée: il est courant, a-t-il dit, de parler du renforcement de l'Exécutif par rapport au Législatif. Or, en Suisse, on observe un renversement de tendance. L'Exécutif,

quand il se veut réfléchi, à la recherche du compromis d'intérêt général, est contré par le Parlement. Or on ne gouverne pas si, sur certaines questions essentielles, essentielles parce que lieu géométrique du compromis, le Conseil fédéral ne s'impose, par une autorité mise en jeu, aux groupes parlementaires.

Cette question est fondamentale. A contre-cœur, malgré l'estime qu'il a témoignée à Lilien Uchtenhagen, le Congrès du PS a accepté de ne pas considérer le choix du Parlement du 7 décembre, comme un motif de rupture. Il a, ce faisant, accepté de légitimer Otto Stich. Mais il l'a fait au nom du souci de l'efficacité. Les couleuvres sont comestibles, soit. Mais l'efficacité doit pouvoir être jugée: avec un œil plus aigu. Or il y a quelques sujets clés: l'assurance maladie, le soutien aux régions en difficultés économiques, etc. A défaut d'un engagement passant du Conseil fédéral au Parlement et exprimant une volonté politique, la formule ne sera plus magique et la potion amère.

A. G.

IMPRESSIONS

Au Chili déclinant

Petite carte postale du Chili d'aujourd'hui, envoyée par un ami de DP, en visite une nouvelle fois là-bas. Il nous demande de ne pas la signer, au cas où nous la publierions; prudence oblige, pas pour lui, mais pour ses hôtes et connaissances. Quelques lignes sud-américaines donc, au cas où vous auriez un peu oublié Pinochet.

A Santiago, l'été charme dès la descente d'avion. Les arbres embaument l'air de senteurs nouvelles, les bougainvilliers, les hibiscus étalent leurs fabuleuses fleurs rayonnantes. Si l'on reste dans le centre de la capitale, dans les beaux quartiers, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Tout

au plus, voit-on la misère de la banlieue sourdre au milieu de la ville comme dans tant d'autres grandes métropoles.

Mais qui se donne la peine d'ouvrir un tant soit peu les yeux, d'écouter les gens (on parle plus volontiers depuis quelques mois), déchantent rapidement. Le chômage sévit ici plus que partout ailleurs. Une petite frange de la population vit dans le luxe, mais une énorme proportion de Chiliens, dont le pouvoir d'achat diminue régulièrement, se trouve acculée à survivre dans une économie de subsistance.

Le métro de la capitale chilienne symbolise la situation politico-sociale du pays: très moderne et d'une propreté presque ridicule, seuls le fréquentent les personnes aisées, les pauvres s'en trouvent exclus non seulement financièrement, mais aussi policiellement. La pauvreté y est interdite! Surveillance policière discrète. Aucun vendeur de pacotille, aucun mendiant n'y cherche refuge; en hiver, aucun défavorisé ne peut profiter de la tiédeur relative des couloirs spacieux; tous restent en surface, au froid; leur nombre ne cesse d'augmenter, les plus jeunes ayant à peine cinq ans.

La terreur qui a suivi le coup d'Etat laisse encore comme une chape de plomb sur tout le pays. Voilà bientôt une année qu'elle se lézarde lentement; et on apprend, abasourdi, les souffrances insoupçonnées des gens qu'on côtoie. Monica, jeune veuve de trente-cinq ans environ, demeurée seule avec deux enfants, ne raconte pas son «histoire». Et pour cause. Mais des amis disent avec pudeur, hésitations et révolte, des faits au reste pas exceptionnels sous le régime actuel. Elle et son mari, membres du MIR, se cachent en 1973 et vivent dans la clandestinité, en attendant que «l'orage passe». Naïf espoir. Trois ans et demi plus tard, arrêtés et emprisonnés en famille, ils commencent leur descente aux enfers. Interrogatoires par la police politique. Comment accepter ce qu'on entend: torture d'une enfant de trois ans devant ses parents, torture et viols de la mère, torture et «disparition» du

père; l'enfant présente aujourd'hui des troubles psychologiques graves, souffre d'obésité.

Au Chili, l'imbécillité est au pouvoir. Et fière d'y être. La télévision vivant de la publicité, totalement sous l'emprise gouvernementale, est toute apologie de la junte, défense du catholicisme, du capitalisme et des belles et saines valeurs morales de l'Occident face à l'«empire du mal». Diffusant un nombre élevé (en moyenne quatre par jour) de films américains de série Z, elle n'a de cesse de vanter l'indépendance politico-culturelle du pays. Aux heures de grande écoute, de profondes pensées (non sans arrière-pensées) apparaissent sur les petits écrans. Ainsi, peu avant chaque journée nationale de protestation ou autre manifestation importante, nous sommes invités à méditer sur le thème «La violence, on sait où elle commence, mais pas où elle se termine». Sacré Augusto! Il sait de quoi il parle.

EN BREF

Coup de sang pour les habitués des bulletins de la Société pour le développement de l'économie suisse: dans la dernière livraison (7 février) de ce service d'information, reflet traditionnel et fort bien documenté des positions les plus conservatrices de la droite patronale et politique, un commentaire d'actualité intitulé «Licenciements: protection actuelle insuffisante». Virement de bord? Prise de conscience, tardive mais bienvenue, du sous-développement législatif de la Suisse à un chapitre crucial de la politique de l'emploi? Amorce d'une détente des rapports entre partenaires sociaux? Quelques mots qui autorisaient tous les espoirs. A y regarder de plus près, rien de tout cela, mais une simple coquille rédactionnelle: le résumé de la prise de position du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie publié sous ce titre alléchant n'ouvre aucune porte à un progrès quelconque de la législation helvétique. Non à l'initiative pour la protection contre les licenciements et non au projet de révision des dispositions sur le

contrat de travail (contre-projet officiel indirect à l'initiative populaire). Et pour que tout soit tout à fait clair: «Dans ce domaine, notre législation ne présente pas d'insuffisance qu'il conviendrait de corriger... Pour le Vorort, il n'y a donc, ni en droit, ni en fait, de motif de renforcer la protection contre les licenciements.» Ouf, rien de neuf sous le soleil du consensus social. Juste un instant de rêve.

«Les affections chroniques et récidivantes d'origine psycho-névrotique ou dépressivo-anxieuse, dûment constatées par le médecin-conseil de l'autorité compétente, entraînent également un refus du droit aux prestations.» Quoi, derrière ce vocabulaire à la mode? Et pourra-t-il arriver que l'expert mandaté par l'autorité «compétente» découvre des chômeurs, puisqu'il s'agit d'eux dans ce texte de loi, qui ne soient pas légèrement dépressifs? C'est une des questions que pose l'Association genevoise de défense des chômeurs (c.p. 210, 1211 Genève 8) à propos de l'article 13 (ci-dessus) de la nouvelle loi cantonale en matière de chômage qui vient d'être adoptée par le Grand Conseil genevois.

Les parlementaires suisses sont probablement les seuls en Europe à refuser (à de très rares exceptions près) de se montrer au travail par l'intermédiaire de la télévision. Ailleurs, en Allemagne, par exemple, si admirée par beaucoup de nos compatriotes, des séances du «Bundestag» et aussi des séances du Parlement européen sont diffusées en direct. C'est ainsi que la première chaîne (ARD) a consacré plus de quatre heures d'émission à la séance du Parlement de Strasbourg qui traitait le gros rapport sur les questions féminines (pas d'obstacle linguistique à la transparence, grâce à la traduction simultanée).

Cure de jouvence cinématographique pendant un mois (13 février au 17 mars) à la Cinémathèque suisse (3, allée E.-Ansermet à Lausanne) avec un hommage à Luis Bunuel en une trentaine de titres (séance à 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30).

De l'art technique

Je pense que la majeure part de l'œuvre de Picasso n'est qu'une foutaise pour snobs irrécupérables. Concorde, en revanche, est un très bel avion. Une machine superbe qu'il était utile et nécessaire de construire.

De construire. *Mais pas de faire voler.*

J'entends de concevoir, de construire, d'essayer, de faire voler quelques centaines d'heures, en transportant gratuitement tous ceux qui l'ont construit.

Il était ensuite nécessaire et utile de le ripoliner. *Et de le mettre définitivement au musée.*

Parce que Concorde est, et ne devrait être, qu'une œuvre d'art. Une démonstration de capacités et une démonstration de capacité de renoncement. Une étape, non pas un but. Un essai. Un défi à relever et non pas un outil (d'ailleurs, en tant

qu'outil, Concorde est une pure imbécillité doublée d'une ânerie commerciale).

* * *

L'énergie nucléaire est un domaine qu'il était utile et nécessaire d'explorer. Et d'exploiter.

Mais d'exploiter pendant dix mille heures dans dix centrales. Histoire de s'en faire une idée aussi exacte que possible.

Ensuite: bâcher. Passer à plus intéressant, plus utile, plus nécessaire. Passer à plus élégant, plus subtil, plus léger (le solaire photovoltaïque, l'hydrogène, par exemple, c'est beaucoup plus futé que les marmites à vapeur nucléaires; le nucléaire, c'est bien, mais c'est tout de même un peu *épais*).

* * *

Le TGV, c'est pas mal. Il faut s'en payer quelques-uns. Mais pas trop. Certes, c'est du beau boulot. Très beau. Mais pas de quoi en faire *une religion* (d'ailleurs, tant que les trains feront du bruit, il faudra les considérer comme un peu minables).

* * *

Etcetera. Etcetera. Tout cela en guise d'apéritif. Et bien le bonjour chez vous. **G. S.**

pas, profite directement à l'Etat fédéral et à l'AVS, ne peuvent tenir lieu de politique en matière de prévention des maladies et accidents liés à la consommation abusive des drogues précitées (auxquels il faudrait, bien sûr, ajouter les médicaments).

DÉMOLITION DE DROITE

Toujours dans son «message» du 22 mars 1978, le Conseil fédéral avait promis de commencer sans tarder les travaux préliminaires en vue de l'élaboration d'une loi fédérale sur la prévention des toxicomanies.

De fait, le Département fédéral de l'intérieur désigne le 12 septembre 1979 un groupe de travail sur ce sujet, qui se retrouve par ailleurs inscrit dans le rapport sur les «grandes lignes» de la politique gouvernementale pour la législature 1979-83. A la fin de 1982, le Conseil fédéral envoie en procédure de consultation un rapport du groupe de travail sur ses travaux d'approche. Sauf dans la gauche politique et syndicale, ainsi que dans les milieux de la médecine sociale et préventive, le projet est très froidement accueilli: pas moins de 24 cantons, tous les partis bourgeois et les associations économiques qui leur sont proches, refusent purement et simplement d'entrer en matière. Ils y voient une intolérable ingérence de l'Etat fédéral dans les affaires sanitaires, traditionnellement du ressort cantonal, et dans la vie quotidienne et personnelle des citoyens... Comme de juste, les Groupements patronaux vaudois tempêtent contre le «mécanisme diabolique», qui pousse l'appareil législatif fédéral à l'obésité, véritable «dérèglement de son métabolisme» (service d'informations des GPV N° 1401 du 23.11.1982). Le libéral vaudois Hubert Reymond abonde dans ce sens à l'intention des lecteurs de la «Terre romande» (9.4.83). De son côté, «L'Ordre professionnel», du 1^{er} avril 1983, fait suite à la prise de position ultra-critique de l'Union suisse des arts et métiers, qui ironise sur «une nou-

SANTÉ

Aux cantons de prévenir...

Aux cantons de prévenir... et à la Confédération de les aider à guérir! C'est en effet ainsi que continuera de se présenter la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière de couverture des frais médico-sociaux.

L'histoire qui nous a ramenés ainsi au point zéro mérite d'être contée; sa brièveté ne fait qu'en souligner le caractère exemplaire.

Le 18 février 1979, la quasi-totalité des cantons (seule exception Bâle-Ville) et, à trois contre deux, les citoyens rejettent l'initiative populaire des Jeu-

nes Bons Templiers (JBT) «contre la publicité pour des produits qui engendrent la dépendance».

Dans son très bref «message» du 22 mars 1978 invitant les Chambres à recommander le rejet de l'initiative en votation populaire, le Conseil fédéral avait promis de prendre ultérieurement une série de mesures allant dans le sens préconisé par les initiateurs.

Côté tabac, on a donc vu apparaître sur les emballages le timide avertissement que l'Office fédéral de la santé publique a recopié du chirurgien général américain. Côté boissons alcooliques, les premières mesures relatives à la publicité extérieure ont pris effet au 1^{er} janvier dernier, malgré les hurlements des publicitaires.

Mais ces quelques restrictions apportées à la promotion de produits, dont la vente, ne l'oublions

velle loi fédérale sur la manière de se laver les dents!». Déferlement classique.

Bref, l'affaire est dès lors entendue: on ne marche pas sur les prérogatives des cantons et des syndicats patronaux réunis. Même Kurt Furgler, réputé centralisateur, baisse les bras, renonçant à une loi susceptible de mettre en péril la nouvelle répartition des tâches entre les cantons et la Confédération. On attend donc discrètement le départ du président du groupe de travail, l'ancien directeur de l'Office de la santé publique Ulrich Frey à fin septembre dernier, pour prendre la décision promise sans conviction, poursuivie à contre-cœur et finalement abandonnée avec soulagement.

Comme il convient en telles circonstances, l'enterrement a lieu dans la plus stricte intimité. Seuls les lecteurs attentifs du rapport du 18 janvier 1984 sur les «grandes lignes» de la politique gouvernementale 1983-87 auront repéré que la loi fédérale en matière de prophylaxie a été «annulée selon résultat de la consultation». Le Conseil fédéral veut toutefois examiner s'il convient de créer un service de coordination en matière de prévention des maladies, laquelle reste donc de la responsabilité exclusive des cantons.¹

Sort décidément exemplaire que celui de cette loi sur la prévention qui aurait dû tenir lieu de contre-projet de fait, au niveau légal, à l'initiative constitutionnelle des Jeunes Bons Templiers. Avertissement aussi aux auteurs des quelque vingt initiatives populaires actuellement pendantes ou sur le point d'aboutir: malheur à eux s'ils relâchent la pression avant d'avoir reçu une réponse légale en bonne et due forme ou pire, si la votation populaire survient

¹ Dans ces conditions, qu'advient-il de toutes sortes de projets liés à cette loi finalement passée par pertes et profits? Voyez par exemple la réponse donnée à une motion Madeleine Schilt (POP) au Conseil communal lausannois, demandant de supprimer l'affichage pour le tabac et l'alcool sur le domaine public: l'Exécutif se retranchait, avec une évidente mauvaise foi, derrière les dispositions à venir de Berne...

alors que cette réponse n'est pas encore définitive! Dans l'un et l'autre cas, le risque est immense de voir les efforts consentis pour la récolte de signatures et pour l'éventuelle campagne d'information simplement annulés par des promesses non tenues ou par des structures décidément «résistantes». On peut déjà dresser la liste des initiatives qui seront les prochaines victimes de ce processus de nivellement par le rouleau compresseur de la force d'inertie fédérale: l'initiative socialiste contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques, dont le rejet — puisse-t-il ne pas sortir des urnes! — en mai prochain pourrait ultérieurement contribuer à vider le projet de révision de la loi fédérale sur les banques des derniers progrès qui auraient pu survivre à la procédure de consultation; même avenir prometteur pour les initiatives en vue d'une protection efficace de la maternité, en

faveur de la culture, pour la protection des locataires, voire pour celle des syndicats chrétiens sur la protection contre les licenciements.

Il faut se faire une raison: on n'en est plus à l'ère des initiatives retirées en dernière minute pour faire place à un contre-projet fédéral qui reprend l'idée principale des initiants et la rend acceptable à la majorité du peuple et des cantons. L'article constitutionnel sur la protection des consommateurs et le principe de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'un et l'autre adoptés le 14 juin 1981, semblent bien devoir rester pour quelques années encore les deux derniers exemples de la «belle époque» des initiatives populaires. Pour quelques années encore, c'est-à-dire au moins jusqu'à l'introduction du système de vote autorisant le double «oui».

La référence tessinoise

Exit la loi fédérale en matière de prophylaxie. Demeurent pourtant en Suisse certains travaux exemplaires qui permettront de poursuivre la lutte et la réflexion. Et en particulier ce remarquable projet tessinois de loi «sur la promotion de la santé et la coordination sanitaire» (disponible au Département tessinois des œuvres sociales), publié au début de l'année passée. Référence indispensable!

Voyez les articles 79 et 80 concernant les toxicomanies, et plus particulièrement les compétences générales du canton à ce chapitre et la publicité pour les boissons alcooliques et le tabac. Nous citons, pour mémoire:

— Article 79. *Le Conseil d'Etat (...) peut imposer des restrictions et des interdictions à la publicité, à la consommation et à la vente de boissons alcooliques, de tabac, d'agents théra-*

peutiques et d'autres substances qui engendrent dépendance, dans le respect des dispositions constitutionnelles et de la législation fédérale et cantonale.

— Article 80. *Sur les biens domaniaux appartenant à des organismes publics ainsi que sur ceux de propriété de personnes physiques ou juridiques de droit privé au bénéfice de subventions de la part de l'Etat ou des communes, toute publicité ainsi que la distribution d'échantillons gratuits de boissons alcooliques ou de tabac est interdite.*

Les contrats avec les sociétés d'affichage, de publicité ou autres doivent être dédités à la plus proche échéance contractuellement consentie. L'Etat conditionne le versement des subventions dont la compétence lui revient au respect de cette disposition.

Est également interdite sur tout le territoire du canton la distribution d'échantillons gratuits de cigarettes, cigares ou tabac aux personnes de moins de 18 ans d'âge.

La preuve par la déraison

L'initiative populaire «pour un authentique service civil» provoque de bien curieuses réactions dans les rangs de ses adversaires. Des réactions si disproportionnées — on touche parfois au phantasme — qu'elles mettent en évidence, «a contrario», le caractère raisonnable d'un service civil en Suisse. Difficile, en effet, de justifier avec les seules armes de la raison tous les maux qui menaceraient la Suisse au cas où l'initiative serait acceptée: toutes les démocraties occidentales ou presque reconnaissent à leurs citoyens le droit de servir la collectivité

Les fronts, il y a sept ans

Les adversaires de l'initiative ont bien étudié les résultats du sondage effectué en 1977 par l'institut Vox, immédiatement après la votation sur l'initiative de Münchenstein. Les arguments les plus importants des opposants d'alors tournaient précisément autour de l'injustice créée par un service civil à l'égard de tous ceux qui accomplissent leurs

sans armes et sans uniformes et n'ont pas pour autant sombré dans le chaos.

C'est précisément les modalités d'accomplissement d'un tel service qui donnent lieu aux interprétations les plus fantaisistes. Objectif: puisque le principe d'un service civil est difficilement attaquant de front, chercher à déconsidérer les objecteurs en accréditant la thèse des tire-au-flanc préoccupés par leur seul confort.

Ainsi la campagne publicitaire du comité d'opposition à l'initiative répand largement le mensonge d'un service civil accompli dans une entreprise autogérée, dans l'administration d'une organisation pacifiste, comme enseignant dans un centre de formation ou dans un pays du tiers monde, sans autre précision. D'ailleurs le Conseil fédéral, dans

obligations militaires et des coûts inutiles engendrés par la mise sur pied d'un tel service pour quelques centaines de personnes. D'où la campagne actuelle centrée sur une image idyllique du futur service civil.

A l'époque, 71% des citoyens de plus de 65 ans avaient rejeté l'initiative, et 54% des citoyens entre 20 et 39 ans l'avaient acceptée. Sept ans ont passé. Sera-ce suffisant pour que le poids de la vieille génération ait diminué? Encore faudra-t-il que les jeunes se pressent aux urnes.

son «message», avait montré la voie, en insinuant, lui, que l'initiative ouvrait la voie à des activités portant atteinte à la défense nationale.

Même Victor Lasserre, dans «Entreprise romande» (3.2.1984), ne résiste pas à la tentation, lui d'habitude si soucieux d'exactitude dans le propos et pointilleux quant aux sources. S'appuyant sur des citations d'un opuscule du Service civil international — qui ne représente pas le comité d'initiative —, il dresse un tableau bucolique du futur exercice civil: libre choix de l'affectation — jusque et y compris au service des jeunes naturalisés qui se sont déclarés intéressés! —, libre choix de la durée des périodes à accomplir, organisation autogérée du service. On voit bien l'intention: brosser le portrait d'un planqué qui cherche à tirer ses dix-huit mois le moins désagréablement possible.

Libre aux doux rêveurs du Service civil international d'imaginer des utopies qui les remplissent d'aise. Mais jusqu'à nouvel ordre, un article constitutionnel doit être concrétisé par une loi et les élucubrations d'une organisation particulière n'en tiennent pas lieu.

Si l'initiative est acceptée, le Parlement devra adopter une législation sur la base d'un projet élaboré par le Conseil fédéral; la loi elle-même sera précisée par une ordonnance du gouvernement. Ces notions élémentaires de droit constitutionnel, tout le monde les connaît, les adversaires de l'initiative également. Or ces derniers ont choisi délibérément une campagne basée sur des clichés et des affirmations qui relèvent de la calomnie.

Triste spectacle des partisans d'une «défense nationale forte», si peu sûrs de leur fait qu'ils en sont réduits, pour convaincre, à jouer sur le registre du mensonge et du procès d'intention. En passant, que ne pourrait-on dire du manque de sérieux des obligations militaires et de ceux qui les subissent, voire les ordonnent!

Pour leur part, les partisans de l'initiative ont su éviter le piège de l'antimilitarisme primaire et cen-

Préférences exprimées en 1977	Abstentionnistes	Votants OUI à l'initiative	NON à l'initiative	Total
On devrait pouvoir choisir librement entre un service militaire et un service civil de même durée,	49%	53%	10%	28%
Le service civil devrait être une fois et demie plus long que le service militaire et ouvert pas seulement aux objecteurs religieux	20%	37%	20%	25%
On ne devrait pas instituer de service civil; tous doivent accomplir le service militaire	29%	9%	70%	44%

trer le débat sur le fond du problème. Et à ce titre, quel que soit le résultat de la votation, ils sortent nettement vainqueurs. Si le «non» l'emporte au soir du 26 février, les adversaires de l'initiative n'auront aucun titre à parler de victoire de la raison; l'invective et le discrédit répandus ne tiennent pas lieu de débat démocratique.

LUDWIG HOHL

Un stoïcisme athée contemporain

On n'annonce pas un prophète. Il vient, il est là, et ceux qui en ont le goût se réunissent pour écouter sa voix. Un écrivain comme Ludwig Hohl (L. H.) a toujours battu la campagne à l'écart des modes et des nouveaux dogmes, sans le moindre clientélisme, prenant au sérieux le seul approfondissement de sa voie ou de son dur chemin. Le témoignage de cette errance littéraire est apporté dans ses fameuses «Notizen», masse de 1200 pages publiées en deux volumes, mais introuvables en librairie. En conséquence, l'accès à l'œuvre de L. H. est nécessairement partiel, servi par tranches successives dans les petits fascicules des éditions Suhrkamp.

En français, l'éventail des textes de L. H. traduits devait s'augmenter de «Nuances et détails» aux éditions de l'Aire, promis pour la fin de l'année 1983 (traduction d'Etienne Barilier). Ironie posthume du personnage ou dernier pied-de-nez de l'édition, les exemplaires de «Nuances et détails» n'étaient pas au rendez-vous pour les fêtes. Peut-être le signe respectueux que l'on ne vend pas L. H. comme dans un supermarché, en une «action» de fin d'année.

INTIMITÉ AVEC LES SAGES

L. H. a vécu toute sa vie un sentiment violent d'intimité avec des sages, Socrate, Montaigne, Spinoza ou Lichtenberg... Et il a épuisé à leur contact

le questionnement incessant des sources et des conditions de la morale.

Au bout de son expérience, il affirme que le labeur-travail est la condition même de toute élévation. «Il n'y a aucune situation sans issue. Le prochain pas, celui que tu fais, ouvre toujours une issue. Si aucun chemin n'est le bon, tu choisiras le meilleur parmi les pires. S'ils sont tous mauvais, élis celui qui l'est le moins (tu n'as aucun pouvoir sur une situation, mais tu peux toujours choisir ton chemin). Prendre un chemin, c'est le labeur essentiel.» («Nuances et détails», p. 137 aux éditions Suhrkamp).

L. H. exprime une forme de stoïcisme athée dont il aurait détaché toute idée de juste mesure dans le domaine du mieux vivre. L'ivresse et la jouissance font partie intégrante de la réflexion éthique de L. H. L'auteur développe également une «éthique du travail-labeur» qui n'a rien de commun toutefois avec la morale calviniste de la grâce.

HORS DES GRANDES IDÉOLOGIES

Sur tous ces fronts, L. H. fuit comme la peste les grandes idéologies nées de la révolution industrielle; il se désintéresse tout autant de l'analyse des totems et des tabous de la société contemporaine. Né avec l'irruption des grandes doctrines sociales, il a su mobiliser en lui-même une énergie spirituelle capable de lui éviter le piège de l'endoctrinement, aussi bien actif que passif.

Pour mémoire, Hohl est né à Schwytz en 1907, qu'il a très vite quitté, par mépris pour le dialecte suisse allemand. Et il est mort à Genève (rue David-Dufour) à l'automne 1980 (cf. DP 553 à 555, août/sept. 1980). Son œuvre littéraire est une élévation créatrice («eine rettende Produktion»), au sens où l'entendait Hölderlin de l'activité poétique. Ses textes brefs et essentiels, ses aphorismes attachants cherchent à sauver l'essentiel de la condition humaine. Traitant de tous les thèmes imaginables (de l'artiste au pharmacien, du verre cassé à la tuberculose), il s'exprime sur un mode oral et

socratique pour qui les jeux de langage et les dialogues sont de puissants ressorts d'accès à la vérité, toujours relative.

«Nuances et détails», qui seront très prochainement accessibles en français, font penser à l'horizon bosselé et répétitif de la surface de l'océan, mais traduisent une «économie du bonheur et du malheur», comme dit A. Muschg, que l'on a peine à enraciner dans le contexte des années 1931-1935, période de conception du texte.

Le succès de ces mots au fil des temps tient peut-être dans leur manière de rendre visibles et concrètes entre eux les correspondances les plus primaires. Tout l'édifice n'est en fait que la manifestation unitaire et répétée du regard intérieur de l'architecte, d'une vision intime du bâtisseur, d'une contrainte morale.

L'extrait ci-dessous, tiré de «Nuances et détails» (p. 135) illustre l'importance qu'a pour L. H. la quête du but intérieur:

Voyez le bateau qui vogue sur l'océan, il est minuscule, gréé et pavoisé de mâts, d'appareils et pièces diverses, c'est une petite chose, gracieuse et tremblante; observé de l'altitude des nuages, il se meut comme s'il n'avait aucun plan, s'orientant dans un sens puis dans l'autre; et pourtant il est constamment fidèle à un but intérieur. Et ceux qui sont à bord, des êtres pourtant non négligeables, ils ne redoutent ni l'imprévu ni la petitesse de leur embarcation: infatigablement ils travaillent, ils font le point, ils tiennent la barre, ils manœuvrent ou scrutent la mer, tantôt poussés par le vent, tantôt entraînés par la force du petit moteur: ils naviguent sur le vaste océan qui pourrait les engloutir d'un seul coup (...)

E. B.

NB. Ouvrages de L. H. traduits en français: «Chemin de nuit», traduit par Philippe Jaccottet (coll. CH 1978).

«Tous les hommes presque toujours s'imaginent», trad. Walter Weideli (L'Aire/Rencontre 1971).

«Une ascension», trad. par Luc de Goustine (Galimard 1980).

Des Suisses libres

Gérard Sandoz présentait récemment aux lecteurs du «Nouvel Observateur» un livre de deux Suisses: «Un vieux couple suisse se souvient. Et c'est absolument passionnant. Socialistes d'abord, communistes ensuite, plutôt libertaires enfin, Pavel et Clara Thalmann ont été partout: en Russie soviétique, en Espagne aux côtés des combattants de la révolution, dans Paris occupé par les Allemands.» Pour les amateurs, il s'agit de la version française de «Revolution für die Freiheit» (Walter-Verlag 1974 et Verlag Association 1976). «Le Monde» consacrait lui aussi quelques lignes à ces extraordinaires destinées dans son édition du 20 janvier.¹ Paul (Pavel) est né en 1901, Clara en 1908. Ils sont ensemble depuis 1928, au retour de Moscou de Pavel qui a suivi pendant trois ans les cours de

l'Université ouvrière. Revenu anti-stalinien, il travaille dans l'opposition communiste de Schaffhouse. Plus tard, en Espagne, leurs sympathies pour les non-staliniens leur attirent les pires ennuis et ils n'échappent à la mise au pas, façon Guépéou, que par hasard, grâce à l'intervention d'une mission de l'Internationale socialiste.

Ils luttent contre le fascisme pendant l'occupation à Paris et vivent après la guerre dans une communauté agricole près de Nice.

Pavel a correspondu longtemps à l'«AZ» de Schaffhouse sous le pseudonyme de Pierre Breton. Et ce ne sont là que quelques étapes de deux vies remplies à ras bords. Aujourd'hui encore, aujourd'hui surtout, des vies galvanisantes.

C. F. P.

¹ «Combats pour la liberté», Pavel et Clara Thalmann, préface de Max Gallo. La Digitale, 356 pages.

Arbitraire et incohérence

Très intéressant, l'article de DP 717 intitulé: *Deux ans pour fabriquer un objecteur de conscience!*

Voici quelques années, l'un de mes gymnasiens s'adressa à moi pour me demander d'écrire une lettre à l'autorité militaire, qui devait lui servir d'attestation, afin d'être admis dans un service non armé. Pressentant que ma caution n'aurait guère de poids, je m'adressai à mon tour à un colonel de ma connaissance, libéral fort éloigné de toute sympathie pour l'objection de conscience, mais ouvert, accessible au dialogue et foncièrement honnête. Il me répondit en substance: «Vous le savez, je suis opposé à toute mise en cause de notre armée, purement défensive, etc. — mais je vous connais: puisque vous vous portez garant de la sincérité de l'intéressé, et puisque la possibilité du service non armé est prévue par la loi, d'accord; rédigez la lettre et je la signerai.» Ce qu'il fit, comme il

l'avait promis. En dépit de quoi, *la demande fut refusée.*

L'article de DP parle des «œillères du colonel Ris». A mon sens, toutefois, ce brave militaire ne constitue pas une exception. Dans l'actuel système, où l'autorité compétente est supposée apprécier la sincérité de l'objecteur, soit pour l'admettre dans un service non armé, soit pour lui reconnaître des motifs honorables et le condamner (lorsqu'il s'agit du tribunal) aux arrêts répressifs, et non à la prison, il ne peut guère en aller autrement. Un instant de réflexion suffit à voir que si un directeur de conscience, un psychanalyste, après des mois, voire des années de «direction» ou d'analyse, ne se prononce qu'avec d'innombrables précautions sur la sincérité, c'est-à-dire sur la personnalité la plus intime, de celui dont il s'occupe, un juge, qui au cours d'une matinée ou d'une après-midi, a quatre ou cinq affaires à juger, et donc ne dispose guère de plus d'une heure pour se faire une conviction, est dans l'absolue impossibilité de juger autrement qu'au petit bonheur la chance.

Par deux fois, j'ai été amené à défendre un objecteur devant un tribunal militaire.

Dans le premier cas, il s'agissait d'un jeune Fribourgeois, catholique, qui comparait à Romont. Pour lui, j'ai obtenu, si je puis dire, quatre mois d'arrêts répressifs (peine qu'il subit à la prison de La Chaux-de-Fonds, sortant chaque matin pour aller travailler à l'hôpital de la ville et réintégrant chaque soir sa cellule). Je me suis vu par ailleurs refuser le sursis, sous prétexte que selon toute vraisemblance, il y aurait récidive. Et je me suis vu refuser également l'exclusion de l'armée, eu égard au fait que le garçon avait vingt ans, qu'il réfléchirait peut-être et que peut-être il n'y aurait pas récidive! Profondément sincère, il récidiva, fut défendu par le camarade Baechtold, qui obtint lui aussi quatre mois — et l'exclusion! Aujourd'hui, il travaille dans l'administration fribourgeoise.

Dans le second cas, jugé à Lausanne, l'accusé était l'un de mes anciens élèves, qui avait fait son école de recrues et un premier cours de répétition, puis avait senti mûrir en lui, à la suite d'un long et douloureux conflit de conscience, la décision de refuser. Condamné à cinq mois de *prison*, exclu de l'armée, il a purgé sa peine à Bellechasse et se trouve actuellement secrétaire du mouvement (pacifiste et chrétien) de la Réconciliation...

Si vous avez du goût pour l'arbitraire et pour l'incohérence, vous ne manquerez pas de refuser l'initiative «pour un authentique service civil basé sur la preuve par l'acte».

J. C.

MOTS DE PASSE

Lapalissade

Si je me tais sans vous le dire,
comment apprendrez-vous mon silence?

Hélène Bezençon